

TRIBUNAL EUROPEU DOS DIREITOS HUMANOS: casos contra Portugal

- 2019-06-04: AFFAIRE MORENO DIAZ PEÑA ET AUTRES c. PORTUGAL (Requête no 44262/10), p. 2
- 2019-03-19: AFFAIRE DA CERVEIRA PINTO NADAIS DE VASCONCELOS c. PORTUGAL (Requête no 36335/13), p. 5
- 2019-02-12: AFFAIRE PAIS PIRES DE LIMA c. PORTUGAL (Requête no 70465/12) Définitif: 2019-05-12, p. 7
- 2019-01-31: AFFAIRE FERNANDES DE OLIVEIRA c. PORTUGAL (Requête no 78103/14), p. 9
- 2019-01-29: CASE OF OLIVEIRA MODESTO AND OTHERS v. PORTUGAL (Application no. 68445/10, p. 11
- 2018-11-06: RAMOS NUNES DE CARVALHO E SÁ v. PORTUGAL (Applications nos. 55391/13, 57728/13 and 74041/13), p. 13
- 2018-06-26: PEREIRA CRUZ ET AUTRES c. PORTUGAL (Requêtes nos 56396/12 et 3 autres), p. 16
- 2018-04-04: CORREIA DE MATOS v. PORTUGAL (Application no. 56402/12), p. 18
- 2017-12-19: LOPES DE SOUSA FERNANDES v. PORTUGAL (Application no. 56080/13), p. 20
- 2017-11-28: GASPAR c. PORTUGAL (Requête no 3155/15), p. 21
- 2017-10-03: SILVA AND MONDIM CORREIA v. PORTUGAL (Applications nos. 72105/14 and 20415/15), p. 22
- 2017-07-25: MATEUS PEREIRA DA SILVA v. PORTUGAL (N.º 13) (Application no. 67081/13), p. 23
- 2017-07-25: CARVALHO PINTO DE SOUSA MORAIS v. PORTUGAL (N.º 3) (Application no. 17484/15), p. 24
- 2017-07-11: MOREIRA FERREIRA v. PORTUGAL (Nº 2) (Application no. 19867/12), p. 25
- 2017-07-04: ALBERTINA CARVALHO E FILHOS LDA v. PORTUGAL (Application no. 23603/14), p. 26
- 2017-05-14: MARTINS O'NEILL PEDROSA v. PORTUGAL (Application no. 55214/15), p. 27
- 2017-03-28: FERNANDES DE OLIVEIRA v. PORTUGAL (Application no. 78103/14), p. 28
- 2017-03-14: CARNEIRO DA SILVA v. PORTUGAL (Application no. 75415/13), p. 29
- 2017-02-28: CUNHA MARTINS DA SILVA COUTO c. PORTUGAL (Requête no 69062/13), p. 30

2019-06-04

AFFAIRE MORENO DIAZ PEÑA ET AUTRES c. PORTUGAL

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

QUATRIÈME SECTION

AFFAIRE MORENO DIAZ PEÑA ET AUTRES c. PORTUGAL(Requête no [44262/10](#))

ARRÊT

(Satisfaction équitable)

STRASBOURG

4 juin 2019

Cet arrêt deviendra définitif dans les conditions définies à l'article 44 à 2 de la Convention. Il peut subir des retouches de forme.

En l'affaire Moreno Diaz Peña et autres c. Portugal,

La Cour européenne des droits de l'homme (quatrième section), siégeant en une chambre composée de:

Ganna Yudkivska, présidente, Paulo Pinto de Albuquerque, Iulia Antoanella Motoc, Carlo Ranzoni, Georges Ravarani, Marko Bošnjak, Péter Paczolay, juges, et de Andrea Tamietti, greffier adjoint de section,

Après en avoir délibéré en chambre du conseil le 23 avril 2019,

Rend l'arrêt que voici, adopté à cette date:

PROCÉDURE

1. À l'origine de l'affaire se trouve une requête (no 44262/10) dirigée contre la République portugaise par six ressortissants espagnols, Mme Pilar Moreno Diaz Peña, M. Joaquin Peña Moreno, Mme Marta Pilar Peña Moreno, Mme Paloma de la Ascención Francisca Peña Moreno, M. Francisco Javier Peña Moreno et Mme Maria de las Mercedes Peña y Moreno (« les requérants ») qui ont saisi la Cour le 26 juillet 2010 en vertu de l'article 34 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (« la Convention »). À la suite du décès de Mme Pilar Moreno Diaz Peña, survenu le 17 septembre 2013, les autres requérants ont poursuivi l'instance en son nom en leur qualité d'héritiers.
2. Par un arrêt du 4 juin 2015 (« l'arrêt au principal »), la Cour a jugé que le temps pris par les juridictions portugaises pour trancher la contestation des requérants concernant le montant de l'indemnité d'expropriation ainsi que l'absence d'un recours pour obtenir réparation en raison de la durée de la procédure devant lesdites juridictions avaient emporté violation des articles 6 et 13 de la Convention. La Cour a par ailleurs estimé que les requérants avaient subi une atteinte à leur droit au respect de leurs biens garanti par l'article 1 du Protocole no 1 à la Convention (Moreno Diaz Peña et autres c. Portugal, no 44262/10, §§ 60, 64 et 93, 4 juin 2015).
3. S'appuyant sur l'article 41 de la Convention, les requérants réclamaient une satisfaction équitable d'un montant de 24 183 946 euros (EUR) pour le dommage matériel subi en raison de l'expropriation de leurs biens et de 1 200 000 EUR pour dommage moral. Ils demandaient aussi le remboursement de 615 391,86 EUR pour les frais et dépens qu'ils auraient engagés, dont 549 727,92 EUR pour les frais de justice relatifs à la procédure interne.
4. Étant donné que la question de l'application de l'article 41 de la Convention ne se trouvait pas en état, la Cour l'a réservée et a invité le Gouvernement et les requérants à lui soumettre par écrit, dans les trois mois, leurs observations sur ladite question et notamment à lui donner connaissance de tout accord auquel ils pourraient aboutir (ibidem, § 98 et point 6 du dispositif).

5. Tant les requérants que le Gouvernement ont déposé des observations.
6. Aucun accord permettant d'aboutir à un règlement amiable n'a été trouvé.

PAR CES MOTIFS, LA COUR,

1. Dit, par six voix contre une,

a) que l'État défendeur doit verser aux requérants conjointement, dans les trois mois à compter du jour où l'arrêt sera devenu définitif conformément à l'article 44 § 2 de la Convention, les sommes suivantes :

- i. 4 000 000 EUR (quatre millions d'euros), plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt, pour dommage matériel,
- ii. 21 000 EUR (vingt et un mille euros), plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt, pour dommage moral,
- iii. 400 000 EUR (quatre cent mille euros), plus tout montant pouvant être dû par les requérants à titre d'impôt, pour frais et dépens ;

b) qu'à compter de l'expiration dudit délai et jusqu'au versement, ces montants seront à majorer d'un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage ;

2. Rejette, à l'unanimité, la demande de satisfaction équitable pour le surplus.

Fait en français, puis communiqué par écrit le 4 juin 2019, en application de l'article 77 §§ 2 et 3 du règlement de la Cour.

Andrea Tamietti, Greffier adjoint

Egidijus Kūris, Président

Au présent arrêt se trouve joint, conformément aux articles 45 § 2 de la Convention et 74 § 2 du règlement, l'exposé de l'opinion séparée du juge Pinto de Albuquerque.

G.Y.

A.N.T.

OPINION DISSIDENTE DU JUGE PINTO DE ALBUQUERQUE.

Case Details

Originating Body: Court (Fourth Section)
Document Type Judgment (Just Satisfaction)
Language(s): French

Title: AFFAIRE MORENO DIAZ PEÑA ET AUTRES c. PORTUGAL
App. No(s). [44262/10](#)
Importance Level: 3

Represented by Marques de Carvalho, Miguel
DA CRUZ VILACA J.L.
ESTIMA MARTINS S.
CARVALHO DE SOUSA S.
MARQUES BOM P.
BORDALO E SA I.

Respondent State(s) Portugal
Judgment Date 04/06/2019

[Conclusion\(s\)](#)

Domage matériel et préjudice moral - réparation (Article 41 - Préjudice moral - Dommage matériel - Satisfaction équitable)
Pecuniary and non-pecuniary damage - award (Article 41 - Non-pecuniary damage - Pecuniary damage - Just satisfaction)
Article(s) 41
Separate Opinion(s) Yes

Keywords

(Art. 41) Just satisfaction-{general}

(Art. 41) Just satisfaction

(Art. 41) Non-pecuniary damage

(Art. 41) Pecuniary damage

ECLI: CE: ECHR: 2019: 0604JUD004426210 | <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-193724>

AFFAIRE MORENO DIAZ PEÑA ET AUTRES c. PORTUGAL

44262/10 | Available only in French | Judgment (Just Satisfaction) | Court (Fourth Section) | 04/06/2019

Pecuniary and non-pecuniary damage - award (Article 41 - Non-pecuniary damage Pecuniary damage Just satisfaction)

Domage matériel et préjudice moral - réparation (Article 41 - Préjudice moral Domage matériel Satisfaction équitable)

Document URL: <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-193455>

2019-03-19

AFFAIRE DA CERVEIRA PINTO NADAIS DE VASCONCELOS c. Portugal

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

QUATRIÈME SECTION

AFFAIRE DA CERVEIRA PINTO NADAIS DE VASCONCELOS c. PORTUGAL

(Requête no 36335/13)

ARRÊT

STRASBOURG

19 mars 2019

Cet arrêt est définitif. Il peut subir des retouches de forme.

En l'affaire da Cerveira Pinto Nadais de Vasconcelos c. Portugal,

La Cour européenne des droits de l'homme (quatrième section), siégeant en une chambre composée de : Egidijus Kūris, président, Paulo Pinto de Albuquerque, Iulia Antoanella Motoc, juges, et de Andrea Tamietti, greffier adjoint de section,

Après en avoir délibéré en chambre du conseil le 19 mars 2019,

Rend l'arrêt que voici, adopté à cette date:

PAR CES MOTIFS, LA COUR, À L'UNANIMITÉ,

1. Déclare la requête recevable;
2. Dit qu'il y a eu violation de l'article 6 § 1 de la Convention;
3. Dit que le constat de violation constitue une satisfaction équitable suffisante pour le préjudice moral subi par le requérant;
4. Dit
 - a) que l'État défendeur doit verser au requérant, dans les trois mois, 1 256 EUR (mille deux cent cinquante-six euros), plus tout montant pouvant être dû par le requérant à titre d'impôt, pour frais et dépens;
 - b) qu'à compter de l'expiration dudit délai et jusqu'au versement, ce montant sera à majorer d'un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage;
5. Rejette la demande de satisfaction équitable pour le surplus.

Fait en français, puis communiqué par écrit le 19 mars 2019, en application de l'article 77 §§ 2 et 3 du règlement de la Cour.

Andrea Tamietti, Greffier adjoint

Egidijus Kūris, Président

<https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22itemid%22:%5B%22001-191741%22%5D%7D>

Keywords

(Art. 6) Right to a fair trial
(Art. 6) Disciplinary proceedings
(Art. 6-1) Fair hearing

[ECLI](#) ECLI:CE:ECHR:2019:0319JUD003633513

AFFAIRE DA CERVEIRA PINTO NADAIS DE VASCONCELOS c. Portugal
36335/13 | Judgment (Merits and Just Satisfaction) | Court (Fourth Section) | 19/03/2019
Document URL: <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-189757>

2019-02-12

AFFAIRE PAIS PIRES DE LIMA c. PORTUGAL

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

QUATRIÈME SECTION

AFFAIRE PAIS PIRES DE LIMA c. PORTUGAL

(Requête no [70465/12](#))

ARRÊT

STRASBOURG, 12 février 2019

DÉFINITIF

12/05/2019

Cet arrêt est devenu définitif en vertu de l'article 44 § 2 de la Convention. Il peut subir des retouches de forme.

En l'affaire Pais Pires de Lima c. Portugal,

La Cour européenne des droits de l'homme (quatrième section), siégeant en une chambre composée de :

Ganna Yudkivska, présidente, Paulo Pinto de Albuquerque, Faris Vehabović, Egidijus Kūris, Iulia Antoanella Motoc, Carlo Ranzoni, Péter Paczolay, juges, et de Marialena Tsirli, greffière de section,

Après en avoir délibéré en chambre du conseil le 22 janvier 2019, Rend l'arrêt que voici, adopté à cette date:

PROCÉDURE

1. À l'origine de l'affaire se trouve une requête (no [70465/12](#)) dirigée contre la République portugaise et dont un ressortissant de cet État, M. Joaquim António Pais Pires de Lima (« le requérant »), a saisi la Cour le 23 octobre 2012 en vertu de l'article 34 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (« la Convention »).
2. Le requérant a été représenté par Me R. Sá Fernandes, avocat exerçant à Lisbonne. Le gouvernement portugais (« le Gouvernement ») a été représenté par son agente, Mme M. F. da Graça Carvalho, procureure générale adjointe.
3. Invoquant l'article 10 de la Convention, le requérant se plaignait d'avoir été condamné à payer une indemnisation à un juge en raison de propos à l'égard de celui-ci exprimés dans une lettre qu'il avait adressée au Conseil supérieur de la magistrature (« le CSM »).
4. Le 18 janvier 2016, le grief tiré de l'article 10 de la Convention a été communiqué au Gouvernement et la requête a été déclarée irrecevable pour le surplus conformément à l'article 54 § 3 du règlement de la Cour.
5. Le 6 août 2017, le représentant du requérant a informé la Cour que son client était décédé le 26 mars 2017. Par des lettres du 29 juin, du 13 juillet et du 28 août 2018, les frères et sœurs du requérant, M. Luís Gonzaga Pais Pires de Lima, M. José Augusto Pais Pires de Lima, Mme Maria Pais Pires de Lima et Mme Maria José Pais Pires de Lima da Cunha Coutinho, ainsi que ses neveux, M. Luís Gonzaga de Amorim Pires de Lima et M. Miguel Luís Magalhães Pires de Lima, ont demandé à pouvoir poursuivre l'instance en son nom. Ils ont produit les procurations écrites signées par eux en faveur du représentant du requérant. (...)

PAR CES MOTIFS, LA COUR, À L'UNANIMITÉ,

1. Dit que M. Luís Gonzaga Pais Pires de Lima, M. José Augusto Pais Pires de Lima, Mme Maria Pais Pires de Lima et Mme Maria José Pais Pires de Lima da Cunha Coutinho et ses neveux, M. Luís Gonzaga de Amorim Pires de Lima et M. Miguel Luís Magalhães Pires de Lima ont qualité pour poursuivre la présente procédure en lieu et place du requérant ;
2. Déclare la requête recevable ;
3. Dit qu'il y a eu violation de l'article 10 de la Convention ;
4. Dit que le constat d'une violation fournit en soi une satisfaction équitable suffisante pour le dommage moral subi par le requérant ;
5. Rejette la demande de satisfaction équitable pour le surplus.

Fait en français, puis communiqué par écrit le 12 février 2019, en application de l'article 77 §§ 2 et 3 du règlement de la Cour.

Marialena Tsirli, Greffière

Ganna Yudkivska, Présidente

[https://hudoc.echr.coe.int/eng#{"documentcollectionid2":\["GRANDCHAMBER","CHAMBER"\],"itemid":\["001-189757"\]}](https://hudoc.echr.coe.int/eng#{)

Case Details

Originating Body: Court (Fourth Section)
 Document Type: Judgment (Merits and Just Satisfaction)
 Language(s): French
 Title: AFFAIRE PAIS PIRES DE LIMA c. PORTUGAL
 App. No(s): [70465/12](#)
 Importance Level 2
 Represented by SA FERNANDES R.
 Respondent State(s): Portugal
 Judgment Date: 12/02/2019

Conclusion(s)

Violation de l'article 10 - Liberté d'expression-{général} (Article 10-1 - Liberté d'expression)
 Dommage matériel - demande rejetée (Article 41 - Dommage matériel)
 Satisfaction équitable
 Préjudice moral - constat de violation suffisant (Article 41 - Préjudice moral)
 Satisfaction équitable
 Article(s) 10
 10-1
 10-2
 41
 Separate Opinion(s) No
 Domestic Law: Article 484 du code civil

Keywords

(Art. 10) Freedom of expression-{general}
 (Art. 10-1) Freedom of expression
 (Art. 10-2) Necessary in a democratic society
 (Art. 10-2) Protection of the rights of others
 (Art. 41) Just satisfaction-{general}
 (Art. 41) Just satisfaction
 (Art. 41) Non-pecuniary damage
 (Art. 41) Pecuniary damage
 Proportionality

ECLI ECLI:CE:ECHR:2019:0212JUD007046512

AFFAIRE PAIS PIRES DE LIMA c. PORTUGAL

70465/12 | Judgment (Merits and Just Satisfaction) | Court (Fourth Section) | 12/02/2019 | Définitif 12-05-2019

Document URL: <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-189757>

2019-01-31

AFFAIRE FERNANDES DE OLIVEIRA c. PORTUGAL

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME
GRANDE CHAMBRE

AFFAIRE FERNANDES DE OLIVEIRA c. PORTUGAL

(Requête no [78103/14](#))

ARRÊT

STRASBOURG, 31 janvier 2019

Cet arrêt est définitif. Il peut subir des retouches de forme.

En l'affaire Fernandes de Oliveira c. Portugal,

La Cour européenne des droits de l'homme, siégeant en une Grande Chambre composée de :

Guido Raimondi, *président*, Angelika Nußberger, Linos-Alexandre Sicilianos, Robert Spano, Luis López Guerra, Işıl Karakaş, Paulo Pinto de Albuquerque, Branko Lubarda, Yonko Grozev, Síoфра O'Leary, Carlo Ranzoni, Mārtiņš Mits, Armen Harutyunyan, Alena Poláčková, Pauliine Koskelo, Jolien Schukking, Péter Paczolay, *juges*, et de Françoise Elens-Passos, *greffière adjointe*,

Après en avoir délibéré en chambre du conseil les 7 mars et 14 novembre 2018,
Rend l'arrêt que voici, adopté à cette dernière date :

PROCÉDURE

1. À l'origine de l'affaire se trouve une requête (no [78103/14](#)) dirigée contre la République portugaise et dont une ressortissante de cet État, Mme Maria da Glória Fernandes de Oliveira (« la requérante »), a saisi la Cour le 4 décembre 2014, en vertu de l'article 34 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (« la Convention »).

2. La requérante a été représentée par Mes J. Pais do Amaral, A. Pereira de Sousa et C. Botelho, avocats à Coimbra. Le gouvernement portugais (« le Gouvernement ») a été représenté par son agente, Mme M.F. da Graça Carvalho.

3. Invoquant l'article 2 de la Convention, la requérante alléguait que son fils A.J., qui s'était suicidé, avait pu commettre cet acte en raison d'une négligence de l'hôpital psychiatrique où il séjournait avec son consentement. S'appuyant sur l'article 6 de la Convention, elle se plaignait en outre de la durée de la procédure civile qu'elle avait engagée contre l'hôpital en question.

4. La requête fut attribuée à la quatrième section de la Cour (article 52 § 1 du règlement de la Cour). Le 28 mars 2017, une chambre de cette section composée de Ganna Yudkivska, présidente, Nona Tsotsoria, Paulo Pinto de Albuquerque, Krzysztof Wojtyczek, Egidijus Kūris, Iulia Antoanella Motoc et Marko Bošnjak, juges, ainsi que de Andrea Tamietti, greffier adjoint de section, déclara la requête recevable. Dans l'arrêt qu'elle rendit le même jour, la chambre dit à l'unanimité qu'il y avait eu violation de l'article 2 en ses volets matériel et procédural. Le 27 juin 2017, le gouvernement portugais (« le Gouvernement ») sollicita le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre en vertu de l'article 43 de la Convention. Le 18 septembre 2017, le collège de la Grande Chambre accueillit cette demande.

5. La composition de la Grande Chambre a été arrêtée conformément aux articles 26 §§ 4 et 5 de la Convention et 24 du règlement. Luis López Guerra, dont le mandat a expiré au cours de la procédure, a continué de connaître de l'affaire (articles 23 § 3 de la Convention et 24 § 4 du règlement). Péter Paczolay, juge suppléant, a remplacé Helena Jäderblom, empêchée (article 24 § 3 du règlement).

6. Tant le requérant que le Gouvernement ont déposé des observations écrites complémentaires (article 59 § 1 du règlement combiné avec l'article 71 § 1 du règlement).

7. Une audience s'est déroulée en public au Palais des droits de l'homme, à Strasbourg, le 7 mars 2018 (article 59 § 3 du règlement). (...)

PAR CES MOTIFS, LA COUR

1. *Dit*, par quinze voix contre deux, qu'il n'y a pas eu violation de l'article 2 de la Convention en son volet matériel ;

2. *Dit*, à l'unanimité, qu'il y a eu violation de l'article 2 de la Convention en son volet procédural ;

3. *Dit*, à l'unanimité,

a) que l'État défendeur doit verser à la requérante, dans les trois mois, les sommes suivantes :

i. 10 000 EUR (dix mille euros), plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt sur cette somme, pour dommage moral ;

ii. 409 EUR (quatre cent neuf euros), plus tout montant pouvant être dû par la requérante à titre d'impôt sur cette somme, pour frais et dépens ;

b) qu'à compter de l'expiration dudit délai et jusqu'au versement, ces montants seront à majorer d'un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage ;

4. *Rejette*, par quinze voix contre deux, la demande de satisfaction équitable pour le surplus.

Fait en français et en anglais, puis prononcé en audience publique au Palais des droits de l'homme, à Strasbourg, le 31 janvier 2019.

Françoise Elens-Passos, Greffière adjointe

Guido Raimondi, Président

Au présent arrêt se trouve joint, conformément aux articles 45 § 2 de la Convention et 74 § 2 du règlement, l'exposé de l'opinion séparée du juge Pinto de Albuquerque, à laquelle se rallie le juge Harutyunyan.

<https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22documentcollectionid%22:%5B%22GRANDCHAMBER%22,%22CHAMBER%22%5D,%22itemid%22:%5B%22001-189880%22%5D%7D>

Keywords

(Art. 2) Right to life

(Art. 2) Positive obligations

(Art. 2-1) Effective investigation

(Art. 2-1) Life

(Art. 35) Admissibility criteria

(Art. 41) Just satisfaction-{general}

(Art. 41) Just satisfaction

(Art. 41) Non-pecuniary damage

(Art. 41) Pecuniary damage

ECLI

ECLI:CE:ECHR:2019:0131JUD007810314

AFFAIRE FERNANDES DE OLIVEIRA c. PORTUGAL

78103/14 | Judgment (Merits and Just Satisfaction) | Court (Grand Chamber) | 31/01/2019 | Legal Summary

<https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22itemid%22:%5B%22002-12321%22%5D%7D>

Document URL: <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=002-12321>

2019-01-29

CASE OF OLIVEIRA MODESTO AND OTHERS v. PORTUGAL

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

FOURTH SECTION

CASE OF OLIVEIRA MODESTO AND OTHERS v. PORTUGAL

(Application no. [68445/10](#))

JUDGMENT

STRASBOURG, 29 January 2019

This judgment is final but it may be subject to editorial revision.

In the case of Oliveira Modesto and Others v. Portugal,

The European Court of Human Rights (Fourth Section), sitting as a Committee composed of:

Egidijus Kūris, *President*, Paulo Pinto de Albuquerque, Iulia Antoanella Motoc, *judges*, and Andrea Tamietti, *Deputy Section Registrar*,

Having deliberated in private on 8 January 2019,

Delivers the following judgment, which was adopted on that date:

PROCEDURE

1. The case originated in an application (no. [68445/10](#)) against the Portuguese Republic lodged with the Court under Article 34 of the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms ("the Convention") by 251 Portuguese nationals listed in the Annex ("the applicants"), on 17 November 2010.

2. The first applicant represented all the applicants and was authorised to do so by the President of the former Second Section of the Court, in accordance with Rule 36 § 3 of the Rules of Court. The Portuguese Government ("the Government") were represented by their Agent, Ms M.F. da Graça Carvalho, Deputy Attorney General.

3. On 22 March 2012 the Government were given notice of the application.

4. The Government objected to the examination of the application by a Committee. Having considered the Government's objection, the Court rejects it.

FOR THESE REASONS, THE COURT, UNANIMOUSLY,

1. *Holds* that the applicants' heirs identified in the appended table have standing to continue the present proceedings in the stead of the deceased applicants;

2. *Declares* the application inadmissible in so far as it has been lodged by Ms Rosa Rodrigues Casal;

3. *Declares* the remainder of the application admissible;

4. *Holds* that there has been a violation of Article 6 § 1 of the Convention;

5. *Holds*

(a) that the respondent State is to pay, within three months, the following amounts:

(i) EUR 500 (five hundred euros) to each of the applicants, or EUR 500 (five hundred euros) jointly to the heirs of the late applicants who continued the proceedings before the Court in their stead, as detailed in the appended table, plus any tax that may be chargeable, in respect of non-pecuniary damage:

(ii) EUR 2,011.14 (two thousand eleven euros and fourteen cents) to the first applicant, plus any tax that may be chargeable to the first applicant, in respect of costs and expenses;

(b) that from the expiry of the above-mentioned three months until settlement simple interest shall be payable on the above amounts at a rate equal to the marginal lending rate of the European Central Bank during the default period plus three percentage points;

6. *Dismisses* the remainder of the applicants' claim for just satisfaction.

Done in English, and notified in writing on 29 January 2019, pursuant to Rule 77 §§ 2 and 3 of the Rules of Court.

Andrea Tamietti Deputy Registrar

Egidijus Kūris, President

ANNEX [Tabela]

[https://hudoc.echr.coe.int/eng#\(languageisocode%22:%22ENG%22\)%22documentcollectionid%22:%22JUDGMENTS%22,%22itemid%22:%22001-189623%22](https://hudoc.echr.coe.int/eng#(languageisocode%22:%22ENG%22)%22documentcollectionid%22:%22JUDGMENTS%22,%22itemid%22:%22001-189623%22)

Keywords

(Art. 6) Right to a fair trial

(Art. 6) Civil proceedings

(Art. 6-1) Reasonable time

ECLI

ECLI:CE:ECHR:2019:0129JUD006844510

CASE OF OLIVEIRA MODESTO AND OTHERS v. PORTUGAL

68445/10 | Judgment (Merits and Just Satisfaction) | Court (Fourth Section Committee) | 29/01/2019

Document URL: <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-189623>

2018-11-06

CASE OF RAMOS NUNES DE CARVALHO E SÁ v. PORTUGAL

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

GRAND CHAMBER

CASE OF RAMOS NUNES DE CARVALHO E SÁ v. PORTUGAL

(Applications nos. [55391/13](#), [57728/13](#) and [74041/13](#))

JUDGMENT

STRASBOURG, 6 November 2018

*This judgment is final but it may be subject to editorial revision.***In the case of Ramos Nunes de Carvalho e Sá v. Portugal,**

The European Court of Human Rights, sitting as a Grand Chamber composed of:

Guido Raimondi, *President*, Angelika Nußberger, Linos-Alexandre Sicilianos, Ganna Yudkivska, Helena Jäderblom, Işıl Karakaş, Nebojša Vučinić, Paulo Pinto de Albuquerque, Erik Møse, Ksenija Turković, Dmitry Dedov, Branko Lubarda, Carlo Ranzoni, Stéphanie Mourou-Vikström, Alena Poláčková, Pauliine Koskelo, Latif Hüseyinov, *judges*, and Françoise Elens-Passos, *Deputy Registrar*,

Having deliberated in private on 22 March 2017, 7 February and 4 July 2018,

Delivers the following judgment, which was adopted on the last-mentioned date:

PROCEDURE

1. The case originated in three applications (nos. [55391/13](#), [57728/13](#) and [74041/13](#)) against the Portuguese Republic lodged with the Court under Article 34 of the Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms ("the Convention") by a Portuguese national, Ms Paula Cristina Ramos Nunes de Carvalho e Sá ("the applicant"), on 16 August and 8 November 2013.
2. The applicant was represented by Mr. J. Ribeiro, a lawyer practising in Oporto. For the purposes of the Grand Chamber hearing, the applicant was given leave by the President of the Court to present her own case (Rules 71 and 36 §§ 2 and 3 of the Rules of Court). The Portuguese Government ("the Government") were represented by their Agent, Ms M.F. da Graça Carvalho.
3. The applicant alleged in particular, under Article 6 § 1 of the Convention, a breach of her right of access to an independent and impartial tribunal with full jurisdiction and to a public hearing.
4. Under Rule 52 § 1 of the Rules of Court, the applications were allocated to the First Section of the Court and subsequently to the Fourth Section. On 21 June 2016 a Chamber of the Fourth Section composed of András Sajó, President, Vincent A. De Gaetano, Nona Tsotsoria, Paulo Pinto de Albuquerque, Krzysztof Wojtyczek, Egidijus Kūris, Gabriele Kucsko-Stadlmayer, judges, and Marialena Tsirli, Section Registrar, decided to join the applications and declared them admissible. It further held unanimously that it was not necessary to examine the complaints to the effect that the applicant had not been informed of the nature and cause of the accusation against her and had not had adequate time and facilities for the preparation of her defence, and found that there had been a violation of Article 6 of the Convention. The partly dissenting opinion of Judge Kūris was annexed to the judgment.
5. On 13 September 2016 the judgment thus adopted was rectified at the Government's request, under Rule 81.
6. On 20 September 2016 the Government requested the referral of the case to the Grand Chamber under Article 43 of the Convention. On 17 October 2016 the panel of the Grand Chamber granted that request.

7. The composition of the Grand Chamber was determined in accordance with Article 26 §§ 4 and 5 of the Convention and Rule 24.

8. The applicant and the Government each filed observations on the admissibility and merits of the case (Rule 59 § 1).

9. A hearing took place in public in the Human Rights Building, Strasbourg, on 22 March 2017 (Rule 59 § 3).

There appeared before the Court:

(a) *for the Government*: Ms M.F.da Graça Carvalho, Deputy Attorney-General, Agent, MrR. Dias José, judge of the Administrative Supreme Court, MsA. Garcia Marques, lawyer in the Agent's Office, Advisers;

(b) *for the applicant*: MsP. Ramos Nunes de Carvalho e Sá, Applicant, Mr J. Ribeiro, lawyer, Counsel, MrP. Rodrigues, interpreter, Adviser.

The Court heard addresses by Ms Ramos Nunes de Carvalho e Sá and Ms da Graça Carvalho, and their replies to judges' questions.

THE FACTS

I. THE CIRCUMSTANCES OF THE CASE

10. The applicant was born in 1972 and lives in Barcelos.

11. The High Council of the Judiciary (*Conselho Superior da Magistratura*, hereafter "the CSM") decided to open three sets of disciplinary proceedings against the applicant, who at the time was a judge at the Vila Nova de Famalicão Court of First Instance. (...)

FOR THESE REASONS, THE COURT,

1. *Declares*, unanimously, that, as the applicant did not comply with the six-month time-limit, it is unable to examine on the merits the complaint alleging a lack of independence and impartiality on the part of the CSM;

2. *Dismisses*, unanimously, the Government's preliminary objection of failure to exhaust domestic remedies with regard to the complaints concerning the alleged lack of independence and impartiality of the Judicial Division of the Supreme Court and the extent of its review;

3. *Declares*, unanimously, inadmissible the complaint alleging a violation of Article 6 § 3 (a) and (b) on the ground that the applicant was not informed in detail of the accusation against her and therefore did not have adequate time and facilities for the preparation of her defence;

4. *Holds*, by eleven votes to six, that there has been no violation of Article 6 § 1 of the Convention with regard to the complaint alleging a lack of independence and impartiality on the part of the Judicial Division of the Supreme Court;

5. *Holds*, unanimously, that there has been a violation of Article 6 § 1 of the Convention on account of the shortcomings in the conduct of the proceedings against the applicant;

6. *Dismisses*, unanimously, the applicant's claims for just satisfaction.

Done in English and in French, and delivered at a public hearing in the Human Rights Building, Strasbourg, on 6 November 2018.

Françoise Elens-Passos Guido Raimondi

Deputy Registrar President

In accordance with Article 45 § 2 of the Convention and Rule 74 § 2 of the Rules of Court, the following separate opinions are annexed to this judgment:

(a) joint concurring opinion of Judges Raimondi, Nussberger, Jäderblom, Møse, Poláčková and Koskelo;

(b) concurring opinion of Judge Pinto de Albuquerque;

(c) joint partly dissenting opinion of Judges Yudkivska, Vučinić, Pinto de Albuquerque, Turković, Dedov and Hüseyinov.

55391/13 57728/13 74041/13 | Judgment (Merits and Just Satisfaction) | Court (Grand Chamber) | 06/11/2018 | [Legal Summaries](#)

Document URL: <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-187507>

Case Detail

Originating Body

Court (Grand Chamber)

Document Type: Judgment (Merits and Just Satisfaction)

Language(s): English, French

Title: CASE OF RAMOS NUNES DE CARVALHO E SÁ v. PORTUGAL

App. No(s). [55391/13](#), [57728/13](#), [74041/13](#)

Importance Level 1

Represented by RIBEIRO J.

Respondent State(s) Portugal

Judgment Date: 06/11/2018

Applicability: Art. 6 applicable

Article(s): 6, 6-1, 35, 35-1, 35-3-a, 41

Separate Opinion(s)

Yes

Domestic Law

Section 168 of the Status of Judges Act (Law no. [21/85](#) of 30 July 1985)

Sections 2, 203, 212 § 3, 215 § 4, 216, 217 § 1, 218 §§ 1 and 2, 266 and 268 § 4 of the Constitution

Keywords

(Art. 6) Right to a fair trial

(Art. 6) Administrative proceedings

(Art. 6) Disciplinary proceedings

(Art. 6-1) Civil rights and obligations

(Art. 6-1) Fair hearing

(Art. 6-1) Impartial tribunal

(Art. 6-1) Independent tribunal

(Art. 6-1) Public hearing

(Art. 35) Admissibility criteria

(Art. 35-1) Exhaustion of domestic remedies

ECLI:CE:ECHR:2018:1106JUD005539113

2018-06-26

AFFAIRE PEREIRA CRUZ ET AUTRES c. PORTUGAL, 26 juin 2018

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

QUATRIÈME SECTION

AFFAIRE PEREIRA CRUZ ET AUTRES c. PORTUGAL

(Requêtes nos 56396/12 et 3 autres – voir liste en annexe)

ARRÊT

STRASBOURG, 26 juin 2018

PAR CES MOTIFS, LA COUR,

1. Décide à l'unanimité, de joindre les requêtes;
2. Déclare, à l'unanimité, les requêtes recevables pour autant qu'il s'agit des griefs tirés de l'impossibilité de confronter les témoins avec le contenu des dépositions faites par eux au cours de l'enquête en ce qui concerne les premier et deuxième requérants, des modifications des faits de la cause en ce qui concerne les deuxième, troisième et quatrième requérants, et du refus de la cour d'appel de Lisbonne d'admettre des preuves à décharge dans le cadre de la procédure d'appel en ce qui concerne le premier requérant et irrecevables pour le surplus;
3. Dit, à l'unanimité, qu'il n'y a pas eu violation de l'article 6 §§ 1 et 3 d) de la Convention en raison de l'impossibilité de confronter les victimes avec le contenu des dépositions faites par elles au cours de l'enquête, pour autant qu'il s'agit des premier et deuxième requérants;
4. Dit, à l'unanimité, qu'il n'y a pas eu violation de l'article 6 §§ 1 et 3 a) et b) de la Convention en raison des modifications des faits de la cause pour autant qu'il s'agit des deuxième, troisième et quatrième requérants;
5. Dit, par quatre voix contre trois, qu'il y a eu violation de l'article 6 §§ 1 et 3 d) de la Convention en raison du refus de la cour d'appel de Lisbonne d'admettre des preuves à décharge dans le cadre de la procédure d'appel pour autant qu'il s'agit du premier requérant;
6. Dit, à l'unanimité, que le constat d'une violation fournit en soi une satisfaction équitable suffisante pour le dommage moral subi par le premier requérant.

Fait en français, puis communiqué par écrit le 26 juin 2018, en application de l'article 77 §§ 2 et 3 du règlement de la Cour.

Marialena Tsirli, Greffière

Ganna Yudkivska, Présidente

Au présent arrêt se trouve joint, conformément aux articles 45 § 2 de la Convention et 74 § 2 du règlement, l'exposé de l'opinion dissidente commune aux juges Yudkivska, Motoc et Paczolay.

Case Details

Originating Body Court (Fourth Section)
Document Type Judgment (Merits and Just Satisfaction)
Language(s) French
Title AFFAIRE PEREIRA CRUZ ET AUTRES c. PORTUGAL
App. No(s).
56396/12
52757/13
57186/13
68115/13
Importance Level 3
Represented by
SA FERNANDES R.
OLIVEIRA SERODIO R.
GARCIA O.
COSTA M.J.
Respondent State(s) Portugal
Judgment Date 26/06/2018

Keywords

(Art. 6) Right to a fair trial
(Art. 6) Criminal proceedings
(Art. 6-1) Fair hearing
(Art. 6-3-a) Information on nature and cause of accusation
(Art. 6-3-d) Examination of witnesses
ECLI:CE:ECHR:2018:0626JUD005639612
Document URL: <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-184454>

2018-04-04

CASE OF CORREIA DE MATOS v. PORTUGAL, 4 April 2018

THE EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS

GRAND CHAMBER

CASE OF CORREIA DE MATOS v. PORTUGAL

(Application no. 56402/12)

JUDGMENT

Strasbourg, 4 April 2018

FOR THESE REASONS, THE COURT

1. Declares, unanimously, the application admissible;
2. Holds, by nine votes to eight, that there has been no violation of Article 6 §§ 1 and 3 (c) of the Convention.

Done in English and in French, and delivered at a public hearing in the Human Rights Building, Strasbourg, on 4 April 2018.

Françoise Elens-Passos, Deputy Registrar

Guido Raimondi, President

<https://hudoc.echr.coe.int/eng#%7B%22languageisocode%22:%5B%22ENG%22%22%22documentcollectionid%22:%5B%22JUDGMENTS%22%22%22itemid%22:%5B%22001-182243%22%22%7D>

In accordance with Article 45 § 2 of the Convention and Rule 74 § 2 of the Rules of Court, the following separate opinions are annexed to this judgment:

- (a) dissenting opinion of Judge Sajó;
- (b) joint dissenting opinion of Judges Tsotsoria, Motoc and Mits;
- (c) dissenting opinion of Judge Pinto de Albuquerque joined by Judge Sajó;
- (d) joint dissenting opinion of Judges Pejchal and Wojtyczek;
- (e) dissenting opinion of Judge Bošnjak.

Case Details

Originating Body: Court (Grand Chamber)

Document Type: Judgment (Merits and Just Satisfaction)

Language(s): French, English

Title: CASE OF CORREIA DE MATOS v. PORTUGAL

App. No(s). 56402/12

Importance Level 1

Respondent State(s): Portugal

Judgment Date: 04/04/2018

Conclusion(s): No violation of Article 6+6-3-c - Right to a fair trial (Article 6 - Criminal proceedings)

Separate Opinion(s): Yes

Domestic Law:

Articles 32 and 52 of the Constitution

Preamble and Articles 61, 62, 64, 66 and 361 § 1 of the Code of Criminal Procedure (CCP)

Law no. 59/98 of 25 August 1998

Law no. 48/2007 of 29 August 2007 (...)

Keywords

(Art. 6) Right to a fair trial

(Art. 6) Criminal proceedings

(Art. 6-1) Fair hearing

(Art. 6-1) Equality of arms

(Art. 6-3-c) Defence in person

(Art. 6-3-c) Legal assistance of own choosing

Margin of appreciation

ECLI:CE:ECHR:2018:0404JUD005640212

Document URL: <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-182243>

2017-12-19

LOPES DE SOUSA FERNANDES v. PORTUGAL, 19 December 2017

THE EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS

GRAND CHAMBER

CASE OF LOPES DE SOUSA FERNANDES v. PORTUGAL
(Application no. 56080/13)

JUDGMENT

Strasbourg, 19 December 2017

FOR THESE REASONS, THE COURT

1. Joins to the merits, unanimously, the Government's preliminary objection that the application is manifestly ill-founded and dismisses it;
2. Holds, by fifteen votes to two, that there has been no violation of the substantive limb of Article 2 of the Convention;
3. Holds, unanimously, that there has been a violation of the procedural limb of Article 2 of the Convention;
4. Holds, by fifteen votes to two,
 - (a) that the respondent State is to pay the applicant, within three months, the sum of EUR 23,000 (twenty-three thousand euros), plus any tax that may be chargeable on that amount, in respect of non-pecuniary damage;
 - (b) that from the expiry of the above-mentioned three months until settlement simple interest shall be payable on the above amount at a rate equal to the marginal lending rate of the European Central Bank during the default period plus three percentage points;
5. Dismisses, by fifteen votes to two, the remainder of the applicant's claim for just satisfaction.

Done in English and in French, and delivered at a public hearing in the Human Rights Building, Strasbourg, on 19 December 2017.

Roderick Liddell, Registrar / Guido Raimondi, President

In accordance with Article 45 § 2 of the Convention and Rule 74 § 2 of the Rules of Court, the following separate opinions are annexed to this judgment:

- (a) Partly concurring, partly dissenting opinion of Judge Pinto de Albuquerque;
- (b) Partly dissenting opinion of Judge Serghides.

Keywords

(Art. 2) Right to life
(Art. 2) Positive obligations
(Art. 2-1) Effective investigation
(Art. 2-1) Life
(Art. 35) Admissibility criteria
(Art. 35-3) Manifestly ill-founded
(Art. 41) Just satisfaction-{general}
(Art. 41) Just satisfaction
(Art. 41) Non-pecuniary damage
(Art. 41) Pecuniary damage
ECLI:CE:ECHR:2017:1219JUD005608013

Document URL: <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-179556>

2017-11-28

AFFAIRE GASPAR c. PORTUGAL

CEDH, QUATRIÈME SECTION

AFFAIRE GASPAR c. PORTUGAL
(Requête no 3155/15)

ARRÊT
STRASBOURG
28 novembre 2017

PAR CES MOTIFS, LA COUR, À L'UNANIMITÉ,

1. Déclare la requête recevable;
2. Dit qu'il n'y a pas eu violation de l'article 5 § 3 de la Convention en ce qui concerne le droit de la requérante d'être traduite aussitôt après son arrestation devant un juge ou un autre magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires;
3. Dit qu'il n'y a pas eu violation de l'article 5 § 3 de la Convention en raison de la durée de la détention provisoire.

Fait en français, puis communiqué par écrit le 28 novembre 2017, en application de l'article 77 §§ 2 et 3 du règlement de la Cour.

Marialena Tsirli, Greffière

Ganna Yudkivska, Présidente

Keywords

(Art. 5) Right to liberty and security

(Art. 5-3) Brought promptly before judge or other officer

(Art. 5-3) Length of pre-trial detention

ECLI:CE:ECHR:2017:1128JUD000315515

Document URL: <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-178906>

2017-10-03

SILVA AND MONDIM CORREIA v. PORTUGAL, 3 October 2017

THE EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS

FOURTH SECTION

CASE OF SILVA AND MONDIM CORREIA v. PORTUGAL

(Applications nos. 72105/14 and 20415/15)

JUDGMENT

Strasbourg, 3 October 2017

FOR THESE REASONS, THE COURT, UNANIMOUSLY,

1. Joins the applications;
2. Declares the applications admissible;
3. Holds that there has been no violation of Article 8 of the Convention.

Done in English, and notified in writing on 3 October 2017, pursuant to Rule 77 §§ 2 and 3 of the Rules of Court.

Andrea Tamietti, Deputy Registrar

Ganna Yudkivska, President

Keywords

(Art. 8) Right to respect for private and family life

(Art. 8-1) Respect for family life

(Art. 8-1) Respect for private life

ECLI:CE:ECHR:2017:1003JUD007210514

Document URL: <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-177229>

2017-07-25

MATEUS PEREIRA DA SILVA v. PORTUGAL (N.º 13), 25 July 2017

THE EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS

FOURTH SECTION

CASE OF MATEUS PEREIRA DA SILVA v. PORTUGAL

(Application no. 67081/13)

JUDGMENT

Strasbourg, 25 July 2017

FOR THESE REASONS, THE COURT, UNANIMOUSLY,

1. Declares the application admissible concerning the eviction proceedings and the remainder of the application inadmissible;
2. Joins to the merits the Government's objection of non-exhaustion of domestic remedies and dismisses it;
3. Holds that there has been a violation of Articles 13 and 6 § 1 of the Convention as far as the eviction proceedings are concerned;
4. Holds
 - (a) that the respondent State is to pay the applicant, within three months, the following amounts:
 - (i) EUR 6,400 (six thousand four hundred euros), plus any tax that may be chargeable, in respect of non-pecuniary damage;
 - (ii) EUR 1,000 (one thousand euros), plus any tax that may be chargeable to the applicant, in respect of costs and expenses;
 - (b) that from the expiry of the above-mentioned three months until settlement simple interest shall be payable on the above amounts at a rate equal to the marginal lending rate of the European Central Bank during the default period plus three percentage points;
5. Dismisses the remainder of the applicant's claim for just satisfaction.

Done in English, and notified in writing on 25 July 2017, pursuant to Rule 77 §§ 2 and 3 of the Rules of Court.

Andrea Tamietti, Deputy Registrar

Egidijus Kūris, President

Keywords

(Art. 6) Right to a fair trial

(Art. 6) Civil proceedings

(Art. 6-1) Reasonable time

(Art. 13) Right to an effective remedy

(Art. 13) Effective remedy

ECLI:CE:ECHR:2017:0725JUD006708113

Document URL: <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-175642>

2017-07-25

CARVALHO PINTO DE SOUSA MORAIS v. PORTUGAL (N.º 3), 25 July 2017

THE EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
FOURTH SECTION
CASE OF CARVALHO PINTO DE SOUSA MORAIS v. PORTUGAL
(Application no. 17484/15)

JUDGMENT
Strasbourg, 25 July 2017

FOR THESE REASONS, THE COURT,

1. Declares, by a majority, the application admissible;
2. Holds, by five votes to two, that there has been a violation of Article 14 of the Convention read together with Article 8;
3. Holds, by five votes to two,
 - (a) that the respondent State is to pay the applicant, within three months from the date on which the judgment becomes final in accordance with Article 44 § 2 of the Convention, the following amounts:
 - (i) EUR 3,250 (three thousand two hundred and fifty euros), plus any tax that may be chargeable, in respect of non-pecuniary damage;
 - (ii) EUR 2,460 (two thousand four hundred and sixty euros), plus any tax that may be chargeable to the applicant, in respect of costs and expenses;
 - (b) that from the expiry of the above-mentioned three months until settlement simple interest shall be payable on the above amounts at a rate equal to the marginal lending rate of the European Central Bank during the default period plus three percentage points;
4. Dismisses, unanimously, the remainder of the applicant's claim for just satisfaction.

Done in English, and notified in writing on 25 July 2017, pursuant to Rule 77 §§ 2 and 3 of the Rules of Court.

Andrea Tamietti, Registrar Deputy - *Ganna Yudkivska*, President

In accordance with Article 45 § 2 of the Convention and Rule 74 § 2 of the Rules of Court, the following separate opinions are annexed to this judgment:

(a) concurring opinion of Judge Yudkivska; (b) concurring opinion of Judge Motoc; (c) joint dissenting opinion of Judges Ravarani and Bošnjak.

Keywords

(Art. 8) Right to respect for private and family life

(Art. 14) Prohibition of discrimination

(Art. 14) Discrimination

(Art. 14) Other status

(Art. 14) Sex

(Art. 41) Just satisfaction-{general}

(Art. 41) Just satisfaction

(Art. 41) Non-pecuniary damage

ECLI ECLI:CE:ECHR:2017:0725JUD001748415

Document URL: <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-175659>

2017-07-11

MOREIRA FERREIRA v. PORTUGAL (N° 2), 11 July 2017

THE EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
GRAND CHAMBER
CASE OF MOREIRA FERREIRA v. PORTUGAL (no. 2)
(Application no. 19867/12)

JUDGMENT
STRASBOURG, 11 July 2017

FOR THESE REASONS, THE COURT

1. Declares, by a majority, the complaint under Article 6 of the Convention admissible and the remainder of the application inadmissible;
2. Holds, by nine votes to eight, that there has been no violation of Article 6 § 1 of the Convention.

Done in French and in English, and delivered at a public hearing in the Human Rights Building, Strasbourg, on 11 July 2017.

Françoise Elens-Passos, Registrar

Guido Raimondi, President

In accordance with Article 45 § 2 of the Convention and Rule 74 § 2 of the Rules of Court, the following separate opinions are annexed to this judgment:

- (a) joint dissenting opinion of Judges Raimondi, Nußberger, De Gaetano, Keller, Mahoney, Kjølbro and O’Leary (partial translation);
- (b) dissenting opinion of Judge Pinto de Albuquerque joined by Judges Karakaş, Sajó, Lazarova Trajkovska, Tsotsoria, Vehabović and Kūris;
- (c) dissenting opinion of Judge Kūris, joined by Judges Sajó, Tsotsoria and Vehabović;
- (d) dissenting opinion of Judge Bošnjak.

Document URL: <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-175646>

2017-07-04

ALBERTINA CARVALHO E FILHOS LDA v. PORTUGAL, 4 July 2017

THE EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
Fourth Section
CASE OF ALBERTINA CARVALHO E FILHOS LDA v. PORTUGAL
(Application no. 23603/14)

JUDGMENT
STRASBOURG, 4 July 2017

FOR THESE REASONS, THE COURT, UNANIMOUSLY,

1. Declares the application admissible;
2. Holds that there has been a violation of Articles 6 § 1 and 13 of the Convention;
3. Holds
 - (a) that the respondent State is to pay the applicant company, within three months, the following amounts:
 - (i) EUR 3,600 (three thousand six hundred euros), plus any tax that may be chargeable, in respect of non-pecuniary damage;
 - (ii) EUR 1,000 (one thousand euros), plus any tax that may be chargeable to the applicant company, in respect of costs and expenses;
 - (b) that from the expiry of the above-mentioned three months until settlement simple interest shall be payable on the above amounts at a rate equal to the marginal lending rate of the European Central Bank during the default period plus three percentage points;
4. Dismisses the remainder of the applicant company's claim for just satisfaction.

Done in English, and notified in writing on 4 July 2017, pursuant to Rule 77 §§ 2 and 3 of the Rules of Court.

Document URL: <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-174997>

2017-05-14

MARTINS O'NEILL PEDROSA v. PORTUGAL, 14-05-2017

THE EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
Fourth Section
CASE OF MARTINS O'NEILL PEDROSA v. PORTUGAL
(Application no. 55214/15)

JUDGMENT
STRASBOURG, 14 February 2017
FINAL, 14/05/2017

This judgment has become final under Article 44 § 2 of the Convention. It may be subject to editorial revision.

FOR THESE REASONS, THE COURT, UNANIMOUSLY,

1. Declares the application admissible;
2. Holds that there has been a violation of Article 5 § 4 of the Convention;
3. Holds

(a) that the respondent State is to pay the applicant, within three months from the date on which the judgment becomes final in accordance with Article 44 § 2 of the Convention, EUR 3,250 (three thousand two hundred and fifty euros), plus any tax that may be chargeable, in respect of non-pecuniary damage;

(b) that from the expiry of the above-mentioned three months until settlement simple interest shall be payable on the above amount at a rate equal to the marginal lending rate of the European Central Bank during the default period, plus three percentage points;

4. Dismisses the remainder of the applicant's claim for just satisfaction.

Done in English, and notified in writing on 14 February 2017, pursuant to Rule 77 §§ 2 and 3 of the Rules of Court.

Document URL: <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-171102>

2017-03-28

FERNANDES DE OLIVEIRA v. PORTUGAL, 28 March 2017

THE EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
Fourth Section
CASE OF FERNANDES DE OLIVEIRA v. PORTUGAL
(Application no. 78103/14)
JUDGMENT
STRASBOURG, 28 March 2017

FOR THESE REASONS, THE COURT, UNANIMOUSLY,

1. Declares the application admissible;
2. Holds that there has been a violation of the substantive aspect of Article 2 of the Convention;
3. Holds that there has been a violation of the procedural aspect of Article 2 of the Convention;
4. Holds

(a) that the respondent State is to pay the applicant, within three months from the date on which the judgment becomes final in accordance with Article 44 § 2 of the Convention, the following amounts:

- (i) EUR 703.80 (seven hundred and three euros and eighty cents), plus any tax that may be chargeable, in respect of pecuniary damage;
- (ii) EUR 25,000 (twenty five thousand euros), plus any tax that may be chargeable, in respect of non-pecuniary damage;
- (iii) EUR 409 (four hundred and nine euros), plus any tax that may be chargeable to the applicant, in respect of costs and expenses;

(b) that from the expiry of the above-mentioned three months until settlement simple interest shall be payable on the above amounts at a rate equal to the marginal lending rate of the European Central Bank during the default period plus three percentage points;

5. Dismisses the remainder of the applicant's claim for just satisfaction.

Done in English, and notified in writing on 28 March 2017, pursuant to Rule 77 §§ 2 and 3 of the Rules of Court.

Document URL: <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-172329>

2017-03-14

CARNEIRO DA SILVA v. PORTUGAL, 14 March 2017

THE EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS

Fourth Section

CASE OF CARNEIRO DA SILVA v. PORTUGAL

(Application no. 75415/13)

JUDGMENT

STRASBOURG, 14 March 2017

This judgment is final but it may be subject to editorial revision.

In the case of Carneiro da Silva v. Portugal

FOR THESE REASONS, THE COURT, UNANIMOUSLY,

1. Declares the application admissible;

2. Holds that there has been a violation of Articles 6 § 1 and 13 of the Convention;

3. Holds

(a) that the respondent State is to pay the applicant, within three months, the following amounts:

(i) EUR 13,000 (thirteen thousand euros), plus any tax that may be chargeable, in respect of non-pecuniary damage;

(ii) EUR 1,000 (one thousand euros), plus any tax that may be chargeable to the applicant, in respect of costs and expenses;

(b) that from the expiry of the above-mentioned three months until settlement simple interest shall be payable on the above amounts at a rate equal to the marginal lending rate of the European Central Bank during the default period plus three percentage points;

4. Dismisses the remainder of the applicant's claim for just satisfaction.

Done in English, and notified in writing on 14 March 2017, pursuant to Rule 77 §§ 2 and 3 of the Rules of Court.

Document URL: <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-172078>

2017-02-28

CUNHA MARTINS DA SILVA COUTO c. PORTUGAL, 28 Feb 2017

CEDH. Quatrième Section
AFFAIRE CUNHA MARTINS DA SILVA COUTO c. PORTUGAL
(Requête no 69062/13)
ARRÊT
STRASBOURG, 28 février 2017

PAR CES MOTIFS, LA COUR, À L'UNANIMITÉ,

1. Déclare la requête recevable;
2. Dit qu'il y a eu violation de l'article 6 § 1 de la Convention;
3. Dit
 - a) que l'État défendeur doit verser au requérant, dans les trois mois, les sommes suivantes:
 - i) 1 800 EUR (mille huit cent euros), plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt, pour dommage moral;
 - ii) 500 EUR (cinq cents euros), plus tout montant pouvant être dû par le requérant à titre d'impôt, pour frais et dépens;
 - b) qu'à compter de l'expiration dudit délai et jusqu'au versement, ces montants seront à majorer d'un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage;
4. Rejette la demande de satisfaction équitable pour le surplus.

Fait en français, puis communiqué par écrit le 28 février 2017, en application de l'article 77 §§ 2 et 3 du règlement de la Cour.

Document URL: <http://hudoc.echr.coe.int/eng?i=001-171927>

COUNCIL OF EUROPE | EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS | RECENT JUDGMENTS <http://www.echr.coe.int/>

BIBLIOTECA DA ORDEM DOS ADVOGADOS

2019-06-05 / 11:10 - DOC – 318 KB – 8256 PALAVRAS - 30 PÁGINA
Área da Biblioteca no portal <http://www.oa.pt/CD/default.aspx?sidc=58102>
Catálogo bibliográfico <http://boa.oa.pt/> | Correio eletrónico boa@cg.oa.pt